

Avis voté à la séance plénière du 11 septembre 2019

Cohésion et transitions : agir autrement

Rapport annuel sur l'état de la France 2019

Déclaration du groupe des personnalités qualifiées

Frédéric Boccara : « Cette année le Rapport annuel sur l'état de la France ne masque pas les contradictions de l'état de la France et ne cherche pas à enjoliver les choses.

Et pour cause. Le mouvement des gilets jaunes a mis en lumière la crise profonde et systémique masquée par une vision superficielle des indicateurs statistiques, de même que la lutte admirable des urgentistes ou celle des personnels des EHPAD. Sans oublier le problème que pose une hyper-présidence anti-démocratique.

Votre rapport s'attache au sens. À proposer un sens... et des leviers ! « Agir autrement », dites-vous.

Le cœur, à mon avis, c'est que vous proposez une voie pour articuler économie et écologie, objectifs sociaux et écologiques, sans mettre de côté la production de richesses, la nécessité de produire. Mais tout autrement.

Et vous insistez sur le « autrement ».

Vous commencez à juste titre par l'emploi, la précarité, la responsabilité des entreprises, et le pouvoir d'achat

Puis, une préconisation majeure, sur le PIB, non pas malthusienne mais pour un suivi et un système de mesure permettant de le relier aux effets écologiques et sociaux. C'est décisif pour agir.

Comme levier vous insistez sur le besoin de dépenses nouvelles, pas seulement matérielles, mais immatérielles (emploi, formation, recherche, SP), selon des critères précis, autres que ceux qui dominent : emploi, écologie, accroissement des richesses.

Cet enjeu majeur est articulé avec une proposition pour dépasser les critères de Maastricht, et donc commencer à dépasser l'austérité.

Enfin, vous abordez la question démocratique, avec notamment cette proposition d'institution nouvelle : des conférences citoyennes, régionales et nationales, sur le suivi des effets des crédits, des investissements sur l'emploi et les richesses créées.

Je voterai pour votre Rapport.

Avec bien sûr des limites et ambivalences. J'en citerai deux :

- vous laissez dans le flou la question des obstacles empêchant de « faire autrement » ;
- vous évitez la crise financière qui menace d'éclater et risque de peser et d'inverser toutes les bonnes résolutions.

Derrière cela, il y a l'enjeu d'une nouvelle action publique et sociale pour la responsabilité des grandes entreprises et des banques, et celui de la persistance du dogme de la rentabilité financière présentée comme l'alpha et l'oméga de la norme d'efficacité économique et sociale !!! Voire écologique !!

Il va falloir ouvrir ce sujet, et desserrer ce dogme, car « concilier avec la logique dominante, ne permet pas d'éclairer l'action ».

Le dossier des retraites, entre autres, se chargera de nous y ramener ».

Guillaume Duval : « Nous voici donc de nouveau réunis pour examiner notre Rapport annuel sur l'état de la France. Je me félicite tout d'abord de l'évolution de notre calendrier à ce sujet : avec l'ouverture du débat budgétaire, la rentrée semble en effet un moment opportun pour faire connaître le regard du CESE sur la situation du pays.

Comme les années précédentes, ce rapport est bâti autour des 10 indicateurs de richesse alternatifs au PIB que nous avons contribué à mettre au point lors de la mandature précédente. Il est regrettable que le gouvernement actuel et sa majorité aient renoncé en pratique à s'emparer de cet outil pour éclairer le travail de l'exécutif et celui du parlement. Mais heureusement le CESE continue à faire vivre cette approche indispensable pour sortir le débat public de la « dictature du PIB ». La stabilité qu'affichent nombre de ces indicateurs d'une année sur l'autre, ne facilite certes pas toujours le travail des sections à ce sujet. Elle n'en reste pas moins en elle-même une information utile : le fait que les inégalités ne se réduisent pas, que notre empreinte écologique ne diminue pas ou que l'artificialisation des sols poursuive inexorablement sa progression, dit malheureusement des choses très importantes sur la société française et sur l'ampleur des changements à y apporter d'urgence.

Cette année, ce rapport intervient de plus à un moment crucial pour le pays. Il fait suite en effet à la crise des « gilets jaunes » qui a mis en lumière l'ampleur des inégalités, notamment territoriales, qui fracturent la société française. Cette crise a montré également combien il reste difficile, mais aussi essentiel, de combiner justice sociale et lutte contre la crise écologique. Ce rapport intervient enfin après un été marqué par une fonte des glaces d'une ampleur sans précédent au Groenland, des incendies géants en Sibérie, en Amazonie et en Afrique équatoriale et, en France, une sécheresse prolongée aux effets dévastateurs sur l'agriculture ou encore les forêts. Nous sommes manifestement confrontés à une double crise sociale et écologique majeure qui appelle une mobilisation exceptionnelle de tous les secteurs de notre société pour réussir à la surmonter tout en préservant la paix civile et la démocratie. Comme cela a été le cas dans le passé, au sein notamment du Conseil national de la résistance, la société civile organisée, rassemblée dans cette enceinte, a une responsabilité essentielle dans la mise au point des solutions novatrices, mais acceptables par le plus grand nombre, indispensables pour surmonter cette crise. Cela suppose cependant que chacun d'entre nous mesure la gravité des enjeux et accepte de sortir des postures habituelles.

Je sais combien la tâche est difficile, d'autant que cette année le RAEF a dû cohabiter avec l'avis Fracture et transitions, et je salue les efforts des rapporteurs, mais je n'ai pas trouvé pour ma part dans ce rapport un reflet suffisant de la gravité du moment que traverse le pays ni des pistes de solution suffisamment audacieuses. C'est la raison pour laquelle je m'abstiendrai ».